

► **Argent, pouvoir et politique : les risques de corruption en Europe/** Transparency International, 2012

Source : http://www.transparence-france.org/e_upload/pdf/ti_moneypoliticspower_corruptionrisksineurope_embargoed.pdf

Tags : Politique | Corruption | Système National d'Intégrité | Europe |

Dans son dernier rapport, Transparency International dresse un état des lieux des liens entre «argent, politique et pouvoir» et «les risques de corruption» qui en découlent.

Basé sur l'évaluation du Système National d'Intégrité de 25 Etats européens, indice mesurant la solidité et l'efficacité des institutions d'un pays en matière de prévention et de lutte contre la corruption, ce rapport fait partie d'une initiative anticorruption paneuropéenne soutenue par la Commission européenne.

La corruption en Europe consiste en des pratiques légales mais contraires à l'éthique, résultant de réglementations opaques des activités de lobbying et de trafic d'influence. Le rapport souligne des disparités régionales importantes entre les pays européens en termes de lutte contre la corruption. Les partis politiques, les administrations publiques et le secteur privé figurent comme les institutions les plus affectés par la corruption, menaçant les systèmes nationaux d'intégrité en Europe.

Le rapport a identifié les principaux maillons faibles caractérisant les systèmes nationaux d'intégrité des 25 pays étudiés. Il s'agit notamment de l'insuffisance de la réglementation du financement des partis politiques qui représente un risque de corruption élevé en raison des lacunes législatives et des insuffisances des mécanismes d'application, de l'opacité des activités de lobbying, du manque des

standards éthiques des Parlements et des obstacles liés à l'accès à l'information. Toutefois, le cadre légal et législatif visant à prévenir la corruption, le contrôle des dépenses publiques et les processus électoraux constituent les principaux points forts des Systèmes Nationaux d'Intégrité en Europe.

Pour améliorer les standards d'intégrité et de bonne gouvernance, Transparency International recommande aux gouvernements européens quelques pistes de réformes dont :

- L'adoption de réglementations contraignantes en matière de financement des partis politiques,
- La mise en application des codes de bonnes conduites et d'éthiques pour les parlementaires,
- La facilitation des lois relatives à l'accès à l'information,
- La levée des obstacles pratiques à l'accès à l'information,
- La mise en place de règles en matière de lobbying auprès de membres de cabinets, de ministres ou de parlementaires par le législateur et l'exécutif,
- La programmation des formations et sensibilisation aux risques de corruption au sein des entreprises.